

joindront au premier ministre québécois, M. Jacques Parizeau, et au maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, pour appuyer la Société des jeux d'hiver de Québec 2002. La délégation fera part aux membres du CIO de l'enthousiasme de tous les Canadiens à l'idée d'accueillir le monde entier en 2002 et présentera les excellentes installations qu'offre Québec pour la tenue des Jeux. « La ville de Québec est la candidate de tout le Canada, a déclaré M^{me} Copps. Elle a été choisie par l'Association olympique canadienne et bénéficie de l'appui enthousiaste des Canadiens. » Le gouvernement du Canada souscrit pleinement à la candidature de Québec et il s'est engagé à verser 208 millions de dollars pour la mise en oeuvre des Jeux si cette ville est choisie. Il a aussi joué un rôle actif et dynamique dans la campagne menée pour que les Jeux aient lieu au Canada, notamment par la nomination spéciale en mai 1994 par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, de M. Arthur Perron à titre d'ambassadeur du Canada pour Québec 2002. Le gouvernement canadien a également contribué 2,5 millions de dollars à l'appui de la candidature de Québec. « Pour tous les athlètes, la possibilité de se mesurer aux meilleurs athlètes du monde dans leur propre pays constitue une chance exceptionnelle », a ajouté M. Dupuy.

Le président du Conseil permanent de la Francophonie en visite au Canada

Le 9 juin 1995, n° 106

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le président du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), M. Émile-Derlin Zinsou, effectuera une visite officielle au Canada du 12 au 15 juin 1995. À Ottawa, M. Zinsou doit rencontrer le premier ministre Jean Chrétien et le ministre Ouellet. « Je suis très heureux, à quelques mois de la tenue du sixième Sommet de la Francophonie, de recevoir M. Zinsou. La visite du président du Conseil permanent de la Francophonie donne au gouvernement canadien une nouvelle occasion de montrer toute l'importance qu'il accorde à la Francophonie », a déclaré M. Ouellet. Le Ministre s'entretiendra avec le Président de la préparation du sixième Sommet de la Francophonie, prévu pour décembre prochain à Cotonou, au Bénin. Ils discuteront également de la Conférence sur la diplomatie préventive, une initiative proposée par M. Ouellet lors de la dernière réunion ministérielle qui avait lieu à Ouagadougou. Cette conférence, qui aura lieu à Ottawa en septembre et dont M. Ouellet sera l'hôte au nom du gouvernement canadien, devrait déboucher sur des propositions qui seront soumises au prochain Sommet de Cotonou. Après son séjour à Ottawa, M. Zinsou se rendra au Nouveau-Brunswick et au Québec pour y rencontrer les autorités gouvernementales. Ces deux provinces ont, au sein de la Francophonie, le statut de « gouvernement participant ».

M. Ouellet rend hommage à M. Charles Ritchie

Le 8 juin 1995, n° 105

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a souligné avec tristesse le décès de l'ancien diplomate M. Charles Ritchie à l'âge de 88 ans et a offert ses condoléances à sa veuve Sylvia et à sa famille. « Charles Ritchie a été un remarquable diplomate et fonctionnaire qui, par son dévouement, son professionnalisme et son expérience, a grandement contribué à donner forme à la politique étrangère canadienne de l'après-guerre et à accroître la notoriété du Canada au sein de la communauté internationale, a déclaré M. Ouellet. Nous pleurons sa mort. »

DISCOURS

L'Inde est plus que l'un des nouveaux « tigres » de l'Asie. D'ici la fin du siècle, sa population frisera le milliard d'habitants. Son économie, autrefois dirigée, fermée sur elle-même et basée sur le remplacement des importations, est devenue plus ouverte sur le monde, et riche de nouvelles possibilités. L'Inde est maintenant dotée d'une classe moyenne qui compte 250 millions de personnes et grossit rapidement, et qui représente le nouveau marché de consommation le plus grand du monde. Depuis 1991, l'Inde a entrepris d'importantes réformes économiques pour libéraliser les échanges et l'investissement. Ces réformes commencent à porter fruit. Depuis 1992, les exportations de l'Inde ont progressé de 20 p. 100 par année; les afflux de capitaux ont été 30 fois plus élevés en 1994 qu'en 1991. Ce vent de libéralisation et cette participation croissante aux échanges mondiaux contribuent à inspirer confiance dans l'économie indienne. Les réformes économiques ont ouvert de nombreux secteurs aux entreprises et aux investisseurs étrangers. La déréglementation permet une activité croissante du secteur privé, tandis que la réduction des tarifs douaniers et autres droits d'importation encourage la venue d'entreprises étrangères. Autre facteur tout aussi important, après avoir accompli le geste historique de signer l'Uruguay Round du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], l'Inde vient d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui veut dire qu'elle assure une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle et qu'elle se conforme aux règles du commerce international qui ont été établies par consensus. L'Inde est en train de s'ouvrir. Pour les entreprises canadiennes, c'est le moment de se positionner sur ce marché en grande partie inexploité. Les débouchés commerciaux et les possibilités de partenariat émergent rapidement. Pour nous imposer sur ce marché de plus en plus compétitif, nous devons unir nos efforts et employer nos ressources limitées à développer les secteurs les plus prometteurs. C'est là le but de *Pleins feux sur l'Inde*. *Pleins feux sur l'Inde* est une initiative de l'« Équipe Canada », menée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et par l'Agence canadienne de développement international, au terme de longues consultations avec le secteur privé et avec divers ministères et organismes provinciaux et fédéraux, y compris la Société pour l'expansion des exportations et la Corporation commerciale canadienne. *Pleins feux sur l'Inde* privilégie une approche concertée du développement des échanges avec l'Inde, afin que les compagnies canadiennes puissent plus efficacement percer sur ce nouveau marché. Les nouveaux exportateurs obtiendront de *Pleins feux sur l'Inde* des détails sur les sources et les programmes d'information sur les marchés. Les exportateurs d'expérience y trouveront une stratégie cohérente visant à améliorer l'accès canadien au marché indien et à développer le commerce et l'investissement avec l'Inde.